



Bruxelles , 9-11 juillet 2007

Document de base

(Version original : anglais)

Table-ronde 3

Renforcer la cohérence au niveau institutionnel et politique et promouvoir des partenariats

Session 3.1

Mesurer les impacts de la migration et du développement: récentes initiatives et progrès réalisés

Préparation :

Coordinateur de la session : Gouvernement de Finlande

Partenaires pour la préparation de la session : Gouvernement de Finlande, l'IPPR (*Institute for Public Policy research, UK*), Gouvernement du Nicaragua, Gouvernement de Namibie, Commission européenne

Des contributions au document de travail ont été transmises par: OIM, OCDE, Banque mondiale, OIT

Les questions horizontales ont été abordées en se basant sur les contributions fournies par l'Organisation internationale du Travail, l'Office du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, l'Organisation internationale pour les migrations et le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (Belgique).

Coordinateur pour la "task force": Valérie Van Goethem

Panel de session :

Président : Gouvernement de Finlande

Orateur : Dr Dhananjayan Sriskandarajah, Directeur de la Stratégie de recherche, IPPR

Discutant 1 : Dr. Lester Mejía Solís, Ambassadeur du Nicaragua en Belgique

Discutant 2 : M. Samuel Goagoseb, Permanent Secretary, Ministry for Home Affairs, Namibie

Discutant 3 : M. Klaus Rudischhauser, Commission européenne, Directeur ACP (DG DEV)

Rapporteur : M. Richard Manning, Président du Comité d'aide au développement de l' OCDE (CAD)

Ce document de base a été préparé par le Gouvernement de Finlande, en collaboration avec le groupe de travail mis en place par le Gouvernement belge dans le cadre de la préparation de la première réunion du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD). L'objectif premier de ce document est d'informer et de faciliter la session de discussion 3.1 de la table ronde 3 lors de cette première réunion du FMMD. Il se base sur des sources générales et n'a pas pour intention d'être exhaustif. Les organisateurs n'assument aucune responsabilité et ne garantissent pas la validité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans ce document. Le document ne reflète pas nécessairement les opinions des organisateurs du FMMD, ni celles des gouvernements ou des organisations qui prennent part aux sessions de table ronde. Etant donné que le FMMD est un processus informel, ce document n'implique aucun engagement de la part des parties qui l'utilisent dans le cadre des discussions du FMMD. Toute reproduction, partielle ou totale, de ce document doit en indiquer les sources.

1. Contexte – Questions à aborder

Ce document a pour but d'entamer une réflexion. Il met en évidence le manque d'informations et de preuves concernant les impacts des politiques de migration et des programmes de développement – et vice-versa. Son but est d'attirer l'attention sur des questions relatives aux impacts réciproques entre la migration et le développement, d'examiner les initiatives existantes visant à mesurer les impacts de la migration et du développement ainsi que leurs avantages et désavantages et de contester certaines idées reçues. Il propose des outils aux participants de la session pour mieux comprendre ce qu'on entend par informations politiques pertinentes et comment elles peuvent être mieux utilisées.

La section 1 présente le contexte de la discussion, en attirant l'attention sur la nécessité de dégager des analyses politiques pertinentes adaptées à des besoins et intérêts très différents. Elle examine les utilisateurs et acteurs concernés par ces analyses, ainsi que les différences de besoins des décideurs politiques. La section 2 propose un aperçu des initiatives existantes. Elle catégorise et analyse différents types d'initiatives et vise à clarifier la complexité de ce que nous essayons d'analyser. Dans la section 3, des conclusions sont tirées du point de vue de la planification politique. Certains mécanismes existants dans des secteurs politiques plus larges sont examinés afin de trouver un moyen de les adapter pour évaluer l'impact de la migration et du développement. La section 4 se concentre sur les actions futures et les résultats de la session.

Certaines questions essentielles pour la session ont été dégagées comme suit :

- 1. Quel est l'état des lieux général de l'état d'évaluation des impacts du développement sur la migration et de la migration sur le développement ? Quels sont les exemples de réussite et les défis relatifs à la production d'informations et d'analyses crédibles et comparables sur les impacts réciproques entre la migration et le développement ? Existe-t-il des lacunes importantes ?**
- 2. Quel est le potentiel de ces initiatives pour la planification politique ? Pour quel type d'analyse de la migration existe-t-il une demande et de qui provient-elle ? Les besoins des décideurs politiques devraient-ils être plus clairement définis ?**
- 3. Comment pouvons-nous allier recherche/analyse et prise de décision politique de manière plus constructive et durable ? Comment filtrer les informations d'analyse afin qu'elles puissent être transférées aux décideurs politiques et utilisées ? Comment assurer l'accès aux analyses de l'impact et leur utilisation ?**

Ces dernières années ont connu un intérêt croissant pour l'amélioration de la compréhension et de la prise de conscience relative à l'interdépendance entre la migration et le développement. La locution « Cohérence des politiques pour le développement » est également de plus en plus souvent utilisée. Cela signifie que les objectifs des politiques de développement – en particulier, les objectifs du Millénaire pour le développement – sont pris en compte et soutenus dans toutes les politiques qui ont un impact sur le développement. La nécessité de mener des politiques de manière cohérente est au cœur de la discussion concernant la migration et le développement.

La demande croissante de prises de décision fondées sur des preuves accentue le besoin de mieux comprendre d'une part, l'interdépendance entre le développement et les phénomènes migratoires et d'autre part, les impacts que les politiques de migration et de développement ont l'une sur l'autre. Il est nécessaire de développer des approches davantage basées sur des preuves et des méthodologies fonctionnelles capables de mieux orienter et étayer la prise de décision. Ces approches doivent également servir d'outils d'évaluation de l'impact dans la planification politique. Cela s'applique autant aux autorités des pays en voie de développement qu'à celles des pays développés, qu'ils soient des pays d'origine, de transit ou de destination. Elles sont aussi pertinentes pour les organisations intergouvernementales et régionales qui agissent comme des décideurs politiques et des élaborateurs de normes. Les besoins des parties concernées varient.

Pour préparer une stratégie de développement (ex. stratégie de réduction de la pauvreté ou un équivalent), un pays en voie de développement d'origine, de transit ou de destination, devrait disposer de suffisamment de données sur le phénomène de migration (exodes, afflux ; dont les données sont ventilées par profession, sexe, âge, région, etc.) et sur les impacts de la migration sur le développement sociétal plus large : l'économie (formelle et informelle), l'emploi, la stabilité sociale, la santé, l'éducation, la pauvreté, etc. – ainsi que des

données sur le développement. Avec de telles informations et analyses, et des capacités adéquates pour permettre l'utilisation de celles-ci, le pays concerné devrait être mieux équipé pour planifier des stratégies appropriées, qui prennent ces dynamiques en considération. Il est aussi important que le pays en question ait des preuves sur la façon dont un développement accru peut affecter les mouvements migratoires à court, moyen et long terme.

Pour un pays développé ou une organisation internationale, qui met en œuvre ses politiques de développement via des moyens traditionnels de coopération au développement en tant que donateur, ces types d'informations et d'analyses sont nécessaires à la préparation de politiques de développement et d'activités de coopération prenant en compte la migration. Il devrait posséder des données similaires à celles des pays en voie de développement pour le phénomène de migration et les impacts que la migration a sur le développement. Cela nécessite donc des outils d'évaluation de l'impact axés sur la pratique ce qui alimentera le besoin d'information recueillies sur le terrain dans les processus de planification normaux. Les donateurs devraient soutenir les pays en voie de développement dans leurs efforts pour produire, analyser et utiliser les informations disponibles dans la planification politique et coopérer étroitement pour mettre en œuvre ces plans. Afin d'agir en collaboration étroite avec les pays en voie de développement, les actions du donateur devront être bien coordonnées et planifiées selon les principes d'harmonisation.

Un pays développé de transit ou de destination doit quant à lui posséder des informations sur les impacts de ses politiques de migration sur le développement dans les pays en voie de développement, qu'ils soient d'origine, de transit ou de destination. L'utilisation des analyses doit, dans la mesure du possible, faire partie d'une planification stratégique à long terme. Il s'agit essentiellement d'une question de cohérence de la politique intérieure entre les objectifs politiques de développement et les politiques de migration et de travail. Lors de l'évaluation des effets possibles de différentes politiques, il est essentiel de tenir compte de l'interdépendance des impacts. Le lien de cause à effet est bidirectionnel.

La terminologie clé dans les discussions internationales sur le développement et la migration renferme un certain niveau d'ambiguïté. Cela rend très difficile l'appréciation et la génération de données d'analyse comparables ainsi que la discussion sur l'interdépendance de la migration et du développement. Outre le fait que nous n'en sommes qu'à l'amorce du débat sur les liens entre la migration et le développement, cette situation est partiellement due à la sensibilité politique se dissimulant derrière certains termes. Afin de pouvoir collecter des données et produire des preuves comparables et des méthodologies d'analyses des impacts, il est essentiel de se mettre d'accord sur la terminologie clé. Toutefois, cela requiert un renforcement des capacités relatives à la planification politique et au travail d'analyse et de recherche.

2. Initiatives existantes et expériences

Un large éventail d'initiatives est, ou a récemment été, mis en œuvre dans les sphères académiques et politiques. Qu'elles soient d'origine académique ou politique, ces initiatives ont pour but de mieux comprendre comment la migration et le développement s'affectent mutuellement et dans quelle mesure. En effet, tandis que de nombreuses analyses de très bonne qualité existent sur la migration et le développement en tant qu'entités distinctes, beaucoup reste à faire pour déterminer les liens entre les deux phénomènes. Ce sont les interconnexions, ou la relation de cause à effet entre la migration et le développement, qui continuent à être relativement peu comprises.

Plusieurs typologies d'initiatives sont proposées ci-dessous pour présenter un aperçu des actions existantes. Cette classification est nécessaire car les initiatives pour améliorer l'évaluation des impacts de la migration et du développement ne peuvent être regroupées dans une seule et même catégorie. Lorsqu'une initiative est en cours de planification, des décisions doivent être prises (de manière explicite ou implicite) concernant toute une série de questions à traiter. Cette série peut contenir des questions comme :

- Combien d'impacts (sur quoi et qui) devraient être mesurés ?
- Quels types d'outils méthodologiques devraient être utilisés ?
- L'initiative doit-elle, elle-même, tenter de mesurer les impacts de la migration et du développement, ou doit-elle plutôt soutenir d'autres initiatives tentant d'y parvenir ?
- Quelle est la durabilité de l'impact ?

Typologie 1 : Que faut-il évaluer ? Le phénomène, l'impact ou la politique ?

La première typologie qui peut être utilisée pour classer les initiatives est basée sur ce qui doit précisément être évalué. Il est possible de dégager trois objets d'évaluation.

Evaluer le phénomène

Les initiatives, encourageant une meilleure évaluation de la migration en soi, sont vitales car elles jettent les bases d'autres études et analyses sur la manière dont la migration affecte ou est affectée par le développement. Les initiatives pour améliorer l'évaluation de la migration se sont concentrées sur la création de données là où elles étaient inexistantes, sur l'amélioration de la couverture, de la précision et de l'accessibilité des données existantes ainsi que sur l'harmonisation des données (afin de permettre une analyse et mener des politiques transfrontalières).

Exemple 1a.

Initiative « Resource Guide: Household Surveys with Migration Related Components », en cours et menée par le Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty de l'Université de Sussex.

Objectif : Partager des copies d'enquêtes effectuées auprès des ménages sur des questions liées à la migration et mettre les données de ces enquêtes en ligne, afin de promouvoir la collecte de données de bonne qualité sur la migration et d'en promouvoir l'harmonisation.

Exemple 1b.

L'initiative « Migration de la main-d'œuvre pour l'intégration et le développement en Afrique » est actuellement en cours et menée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

Objectif : Dresser la liste des données de migration actuellement disponibles en Afrique de l'Ouest, du Nord et de l'Est, afin d'identifier les lacunes d'attribuer des ressources pour faire face à ces lacunes. Cela fait partie d'un plus large projet visant à promouvoir la contribution de la migration au développement et à l'intégration économique dans ces régions.

Evaluer les impacts des phénomènes

De nombreuses initiatives tentent d'améliorer la compréhension de la relation entre la migration et le développement. La grande majorité du travail empirique dans le domaine du développement et de la migration est directement destiné à l'amélioration de la compréhension des impacts.

Exemple 1c.

L'initiative « Migration and Remittances for Development in Africa » est en cours et menée par la Banque africaine de développement, le Département du Développement international (DFID) du Royaume-Uni et le groupe Africa Region and Development Prospects de la Banque Mondiale.

Objectif : Examiner l'incidence et les impacts de la migration et des transferts de fonds dans les pays d'Afrique sub-saharienne, une région où l'on connaît peu de choses sur les tendances de la migration et l'impact des transferts de fonds sur le développement.

Evaluer les impacts des politiques

L'impact des politiques en matière de migration et de développement a également fait l'objet de projet d'évaluation, car l'analyse des effets actuels des politiques permet de tirer des conclusions sur la manière d'améliorer ces politiques à l'avenir. Ce type d'analyse des politiques ne repose pas uniquement sur une évaluation de la migration mais aussi sur une idée de la manière dont la migration affecte le développement et inversement. Ce n'est qu'ensuite que l'impact des politiques peut être évalué.

Exemple 1d.

L'initiative « Commitment to Development Index » (depuis 2004 et toujours en cours), menée par le Centre for Global Development

Objectif : Evaluer dans quelle mesure les politiques de migration des pays de l'OCDE sont favorables au développement. Cette évaluation est combinée aux estimations de six autres politiques dont on évalue l'engagement envers le développement, afin de créer un « index de l'engagement envers le développement ». Reste à espérer que cette initiative fera pression sur les gouvernements des pays développés et qu'ils tenteront d'améliorer leur classement par rapport à d'autres pays de l'OCDE.

Il existe des avantages et des inconvénients pour les trois types d'initiatives :

- Il est clair que du point de vue politique, les initiatives se concentrant sur l'amélioration des données de migration sont extrêmement utiles. Se faire une idée des flux d'immigrants et d'émigrés d'un pays, ou sur la nature des causes profondes de la migration constitue la première étape. Il est encore plus important de posséder de données ventilées par sexe, âge, niveau de qualification, profession/secteur, etc. Les initiatives ayant pour objet l'amélioration des données relatives à la migration peuvent potentiellement permettre de nombreuses autres études visant à évaluer les impacts mutuels de la migration et du développement. A ce titre, leurs effets multiplicateurs potentiels, en termes d'augmentation de notre compréhension des liens entre la migration et le développement, sont considérables et ne seront cohérents que si des efforts permettent aussi d'améliorer les données sur le développement économique et social dans les pays en voie de développement. Toutefois, améliorer les données pour mieux informer les politiques nécessite un investissement à long terme, tant du point de vue financier que des ressources humaines. A court terme, des mesures et des initiatives devraient être prises pour améliorer l'utilisation et la coordination des données existantes.
- Les initiatives se concentrant directement sur l'évaluation des impacts de la migration sur le développement (et inversement) sont les plus répandues. Les gouvernements ont besoin d'aller au-delà de la simple connaissance des caractéristiques de la migration et de comprendre ce que cela signifie pour le développement. Ce travail relève directement ce défi.
- Les initiatives ayant pour objectif de mesurer précisément l'impact de la politique sur la migration et le développement peuvent être moins fructueuses dans bien des cas, car elles nécessitent des informations sur l'étendue et la nature de la migration ainsi que sur les impacts du développement, chacun de ces éléments pouvant être incomplet. Il faut également faire une distinction entre les politiques qui auront un impact indirect ou involontaire. Par exemple, l'initiative détaillée ici doit émettre des hypothèses carrément audacieuses pour évaluer l'engagement positif des politiques concernées envers le développement. Cela a été nécessaire étant donné le manque de données transfrontalières comparables disponibles pour ventiler plus précisément les impacts (par exemple par sexe, âge et niveau de compétence). Toutefois, malgré la modeste base d'informations à disposition, les pays auront néanmoins besoin de formuler des régimes politiques et de comparer les politiques potentielles. Par conséquent, les initiatives qui les aideront à y parvenir, en utilisant les informations actuelles malgré leur caractère incomplet, seront précieuses.

Typologie 2 : Quelle étendue ? A quel niveau de détail ? Les initiatives étudiant une partie de la situation et celles tentant de traiter le canevas dans son entièreté

Cette deuxième typologie des initiatives permet un classement selon qu'elles examinent un aspect de la relation entre la migration et le développement (par exemple, l'impact de la migration sur le revenu des ménages ou l'impact de l'inégalité sur la migration ou encore l'impact de la fuite des cerveaux sur la disponibilité des ressources dans le service de santé ou l'impact de l'intégration des migrants dans le pays de destination sur leurs capacités à contribuer au développement de leur pays d'origine – et encore bien d'autres cas), ou qu'elles examinent l'ensemble des impacts que la migration peut causer en termes de développement (ou inversement).

Evaluer un aspect de la situation

De nombreuses études ont été menées pour tenter de mieux comprendre la relation entre certains aspects particuliers de la migration et du développement. Par exemple, un grand nombre d'initiatives ont tenté d'examiner l'impact des transferts de fonds sur le développement, et il existe une large quantité d'informations sur lesquelles se baser pour analyser ce point particulier. Dans d'autres domaines, l'évaluation des impacts semble avoir récemment progressé alors qu'auparavant peu de progrès étaient observés – l'évaluation de la relation entre la diaspora et le développement en est un bon exemple.

Exemple 2a.

Initiative « Egyptian, Afghan, and Serbian diaspora communities in Germany: How do they contribute to their country of origin? » (2007), menée par le Hamburg Institute of International Economics, le Hamburgische Welt-Wirtschafts Archiv et l'université de Osnabrück

Objectif : Comprendre les manières dont les diasporas interagissent avec leurs pays d'origine et évaluer les impacts que ces activités ont sur le développement.

Evaluer le canevas dans son ensemble

En revanche, d'autres initiatives ont tenté d'aller plus loin qu'une étude d'un lien particulier entre la migration et le développement et ont tenté de développer des manières de comprendre la multiplicité des impacts de la migration sur le développement (et inversement). Dans cette approche, l'accent est mis sur l'évaluation des impacts sur, par exemple, le marché du travail, les conditions de travail, le développement social (santé, assistance sociale, etc.), le rôle assigné à chacun des sexes, les tendances démographiques et les modèles culturels.

Exemple 2b.

Initiative « Development on the Move: Measuring and Optimising the Economic and Social Impacts of Migration », actuellement en cours et menée par le Global Development Network et l'IPPR.

Objectif : Conceptualiser et évaluer les différentes manières dont la migration influence le développement et concevoir des politiques qui maximisent les impacts positifs et minimisent les impacts négatifs.

Il existe des avantages et des inconvénients pour les deux approches :

- D'une part, les études à objet spécifique peuvent permettre une enquête en profondeur de fragments importants de la situation de la migration et du développement. Elles peuvent contribuer de manière considérable à la compréhension des aspects de la migration et du développement qui n'auraient pas été étudiés – et évalués – suffisamment en profondeur par le passé et qui seraient utiles pour proposer des politiques potentielles. Des études plus globales ne permettent pas de faire cela avec autant de précision.
- D'autre part, même si l'amélioration de la compréhension d'un aspect aidera sans aucun doute les décideurs politiques à planifier une politique, il serait préférable d'avoir une prise de décision basée sur la compréhension de l'ensemble des manières dont la migration influe sur le développement (ou du moins le maximum de manières clés possibles). Il faudra longtemps pour construire cette connaissance globale si elle doit d'abord être approchée via une série d'études à objet spécifique.

Typologie 3 : Comment évaluer ? Initiatives basées sur des approches méthodologiques différentes

Les initiatives tentant d'améliorer l'évaluation des impacts du développement sur la migration, et inversement, se sont basées sur un large éventail d'approches méthodologiques, ce qui rend ardu le classement de celles-ci dans un petit nombre de catégories distinctes. Toutefois, on peut essayer de créer une typologie simplifiée.

Preuves primaires

Le premier type d'initiative tente de rassembler *de nouvelles preuves primaires* sur les impacts de la migration sur le développement, et inversement, afin de faciliter l'évaluation des impacts. Les méthodologies utilisées sont nombreuses. Des outils qualitatifs sont utilisés pour vérifier les informations provenant, à la fois, des personnes directement confrontées à la migration ou aux impacts de la migration, et des acteurs qui sont dans une position privilégiée pour évaluer l'impact de la migration sur un pays. D'autres types d'initiatives ont permis de rassembler ou de promouvoir la collecte de données quantitatives, par le biais de l'amélioration des recensements, des registres de population ou d'autres données administratives permettant le recueil de données sur la migration ou encore via des enquêtes auprès des ménages.

Exemple 3a.

L'initiative « Push and Pull Factors of International Migration » (2001) menée par EUROSTAT et le Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute.

Objectifs : Mieux comprendre les causes directes et indirectes de la migration vers l'UE et les mécanismes qui les engendrent, par le biais d'une collecte de données primaires qualitatives et quantitatives. L'initiative est axée sur les points déterminants, ou les causes profondes de la migration.

Analyser des données déjà collectées

Le deuxième type d'initiative tente de *réaliser une analyse des données existantes*. Ces initiatives varient fortement, selon le type et la quantité de données collectées et les impacts spécifiques analysés.

Exemple 3b.

L'initiative « Migration, transferts de fonds et développement » (2005) menée par l'Organisation de coopération et de développement économique.

Objectif : Analyser les données existantes sur les transferts de fonds des migrants afin de démontrer leur ampleur, de déterminer les fonctions de ces transferts dans les pays d'origine, dans le cadre d'une assistance officielle au développement et enfin, d'évaluer le potentiel de ces transferts en termes de stimulation du développement économique et social.

Application et généralisation

Le troisième type regroupe les initiatives qui tendent à s'appliquer dans des circonstances où les données sont limitée – par exemple un pays disposant de données d'enquête limitées concernant les résultats d'un aspect de développement particulier. Cela implique qu'elles *se baseront sur la littérature* en matières d'impact de la migration sur le développement (et inversement) dans des circonstances jugées clairement similaires. Ces découvertes sont ensuite appliquées à une situation où les preuves pertinentes font défaut.

Exemple 3c.

L'initiative « Measuring the Economic Impact of Immigration: A Scoping Paper » (2004), menée par Jacques Poot et Bill Cochrane, de l'Université de Waikato.

Objectif : L'étude a pour objectif de mesurer les divers impacts économiques de la l'immigration en Nouvelle-Zélande. Afin de dégager ces impacts, pour lesquels les preuves et méthodes font actuellement défaut, l'étude se base sur des découvertes provenant de recherches internationales qui peuvent s'appliquer à la Nouvelle-Zélande, en vue de faire une estimation du rapport qui peut exister et de proposer une stratégie de recherche pour combler les lacunes sur le long terme.

Les différents types d'initiatives sont toutes susceptibles de jouer un rôle important de soutien à la planification politique.

- Il existe un réel besoin de davantage de preuves primaires concernant les impacts entre la migration et le développement. Si ces données primaires étaient disponibles, il est quasiment certain que la compréhension des relations entre les différents facteurs serait plus grande qu'elle ne l'est aujourd'hui. La planification de politiques nationales nécessite sans aucun doute une quantité plus importante de données quantitatives sur les impacts de la migration. Les données qualitatives sont utiles à la planification de politiques nationales mais le seraient véritablement si elles étaient combinées aux données quantitatives sur les progrès de développement et sur le comportement migratoire.
- Les personnes souhaitant analyser la migration et le développement ne manqueraient pas s'ils avaient des données à leur disposition. Bien que les agences gouvernementales auraient besoin d'une assistance pour renforcer leurs capacités pour analyser leurs propres données, il existe sans doute davantage de tentatives de mesurer les impacts de la migration et du développement en utilisant des analyses de données, que de tentatives de d'abord rassembler les données.
- A court terme, dans des circonstances où les données ne sont pas disponibles, les planificateurs politiques pourraient devoir se baser sur des évaluations, relatives aux impacts de la migration sur le développement et inversement, puisées dans d'autres circonstances que les leurs. Ce n'est bien entendu pas idéal, mais c'est sans doute mieux que de créer une politique sans preuves, ou de ne pas créer de politique du tout. Dans ces cas, les initiatives devraient soutenir une circulation libre des informations existantes et aider les décideurs politiques à les utiliser de manière généralisée.

Typologie 4 : Evaluer ou soutenir l'évaluation ?

Certaines initiatives tentent d'améliorer la compréhension des impacts de la migration sur le développement (et inversement) en tentant d'évaluer elles-mêmes les impacts. Toutes les initiatives décrites précédemment, excepté l'exemple 1a, ont opté pour cette approche. Toutefois, il existe aussi une pléthore d'initiatives tentant de soutenir, de différentes manières, l'évaluation des impacts de la migration et du développement par d'autres acteurs.

Exemple 4a.

L'initiative « Measuring Migration: Best Practices », currently underway, menée par le Development Research Group de la Banque Mondiale.

Objectif : Le *Development Research Group* de la Banque Mondiale travaille actuellement à l'établissement de principes de meilleures pratiques afin de mesurer la migration lors de recensements et d'enquêtes auprès des ménages. Le but est de mettre à profit les leçons tirées dans le cadre de l'assistance de la Banque Mondiale aux pays, ainsi que de les diffuser au sein du milieu de la politique et de la recherche au niveau mondial, plus généralement via des rapports, des séminaires, etc.

Exemple 4b.

« Le projet de Système intégré d'information sur les migrations » (2001), entrepris par le Ministère égyptien de la Main d'œuvre et de l'Emigration, le Ministère italien des Affaires étrangères et l'Organisation internationale de la migration (OIM)

Objectif : Au travers d'un renforcement des capacités du personnel, de la restructuration et la modernisation du bureau de l'émigration (y compris l'approvisionnement en équipements pour l'utilisation d'Internet), et la création d'un site Web pour le partage d'informations, cette initiative a aidé le gouvernement égyptien à mettre aux points des outils servant (a) à mieux comprendre la diaspora et à mieux répondre à ses demandes, et (b) à diffuser les informations concernant les possibilités d'emploi à l'étranger auprès des résidents égyptiens.

Exemple 4c.

Etablir un observatoire de la communauté des migrants marocains vivant à l'étranger, initiative entreprise par la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger et soutenu par l'OIM.

Objectif : Fournir des informations sur les tendances migratoires de la population, et faire prendre conscience aux organismes gouvernementaux, non-gouvernementaux et privés des besoins, des problèmes et des stratégies potentielles pour mieux connaître les attentes, les difficultés et le potentiel de la population émigrante marocaine.

Ces types d'initiatives comportent d'importants avantages, et il est probable que l'approche adoptée par un acteur particulier dépendra de sa position :

- Les évaluations directes sont probablement plus utiles lorsqu'elles sont effectuées par des organisations dont le rôle consiste généralement à entreprendre des opérations de mesure – qu'il s'agisse d'une agence gouvernementale de statistiques ou d'un économétricien.
- En revanche, les partenaires du développement jouent un rôle important dans le renforcement des capacités des autres, afin de procéder à une mesure des impacts de la migration et du développement.

4. Allons de l'avant – conclusions et suggestions pour des actions futures

Cette session finale a pour but de tirer des conclusions générales et de suggérer des réponses aux questions posées au début de ce document. Certaines questions supplémentaires qui découlent de l'analyse ci-dessus sont soulevées, et des propositions d'actions concrètes, qui peuvent être considérées comme une manière d'entamer les discussions, sont émises.

Bonnes pratiques pour des évaluations d'impact dans la prise de décision politique

Comme expliqué à la section 1, il existe plusieurs types de décideurs politiques qui ont besoin de meilleures informations et analyses relatives à l'impact de la migration sur le développement. Par conséquent, les pratiques d'évaluation des impacts existants peuvent être provisoirement regroupées en fonction des utilisateurs potentiels.

Dans la catégorie des décideurs politiques de pays en voie de développement préparant des stratégies de développement national, l'intégration de la migration dans les Stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) est essentielle. En raison de l'exigence d'identifier des priorités et d'avoir un plan de suivi, l'inclusion de la migration oblige aussi les décideurs politiques à lier la migration à d'autres politiques, et permet par la suite de plus larges impacts sur le développement. En tant que source importante pour comprendre la manière dont la migration est perçue par les stratégies de développement nationales, ces processus aident les décideurs politiques à identifier le type d'information et d'analyse nécessaires au niveau national et régional. Citons à titre d'exemple la collaboration entre l'OIM et le gouvernement du Ghana, qui vise à développer une méthodologie de suivi de

l'impact de la migration et du développement et à identifier les interventions politiques pertinentes pour le Plan de développement et les Stratégies de réduction de la pauvreté du Ghana.

Un exemple d'outil d'évaluation de l'impact pour un décideur politique d'un pays donateur ou d'une organisation donatrice, est l'Analyse d'impact sur la pauvreté et la situation sociale (AIPS) de la Banque Mondiale. L'AIPS propose un ensemble d'outils servant à mesurer l'impact d'un phénomène particulier (comme les subsides agricoles) sur les résultats en matière de développement (tout particulièrement les résultats sur la pauvreté et la situation sociale), et en se basant sur cela, d'analyser la manière dont un changement de politique relatif à ce phénomène peut avoir une incidence sur les résultats sélectionnés en matière de développement¹.

Enfin, concernant la troisième catégorie de politiques de migration, destinée aux décideurs politiques d'un pays de destination développé, la Commission européenne pourrait constituer un exemple. Le fait de fournir une évaluation de l'impact est une étape obligatoire à la préparation d'initiatives de la Commission européenne ou de propositions législatives dans tous les domaines politiques. Ces évaluations devraient fournir une analyse des probables impacts sociaux, économiques et environnementaux et aussi inclure une évaluation de l'impact sur les pays tiers et sur les relations internationales. La Commission européenne est en train d'améliorer cet outil et a été encouragée à le développer davantage afin de renforcer la cohérence de la politique en matière de développement.

L'intégration d'une dimension de genre dans toutes les politiques améliorerait leur efficacité et leur durabilité. La prise en considération du genre dans les politiques de développement et de migration signifie que, sans devoir procéder à une révision de celles-ci, les besoins, les priorités et les intérêts propres aux migrants hommes et femmes sont pris en compte.

Propositions d'actions concrètes

1. Transmettre les analyses à utiliser aux décideurs politiques

L'adaptation d'autres pratiques que celles liées à la migration et au développement présente l'avantage de ne pas devoir « repartir de zéro ». L'avantage de continuer à s'inspirer d'autres domaines que ceux de la migration et du développement est qu'il existe sans aucun doute des méthodes d'analyse dans le domaine du développement - comme l'AIPS - qui ont été systématiquement développées sur des longues périodes, afin d'être à la fois efficaces et pratiques. Cependant, il est probable que le fait d'adapter des outils provenant d'autres domaines soit un projet à long terme pour les experts en migration et les partenaires pour le développement. Les processus de planification politique devront, du moins sur le court terme, utiliser les outils qui ont déjà été développés.

La première question essentielle à prendre en considération lors de la session est : une fois que les données nécessaires sont collectées et analysées, comment peut-on « transférer » ces informations pour qu'elles soient utilisées par les décideurs politiques ? Une phase intermédiaire est nécessaire pour aider à transférer les informations et les connaissances analytiques afin qu'elles soient utilisées lors de la planification politique. Il faut utiliser un « filtre » pour convertir les informations analytiques dans un format qui est plus facile à utiliser pour les décideurs politiques, tout en étant conscient des complexités des thèmes, ainsi que des causalités multidimensionnelles. Quels types de capacités sont nécessaires à cette fin, d'une part, du point de vue des décideurs politiques, et d'autre part, dans les cercles académiques/analytiques ? Existe-t-il des meilleures pratiques qui pourraient être utilisées comme point de départ ? Quels types d'idées peut-on identifier pour un projet de coopération, conçu pour mettre au point des outils pratiques servant à faciliter l'utilisation d'informations analytiques et pour réduire l'utilisation de données non scientifiques ?

2. Comblent les lacunes pour répondre aux besoins communs

La section 2 a fourni une description générale servant à montrer les possibles typologies des initiatives existantes, ainsi qu'une analyse des possibles avantages et inconvénients des diverses approches. Toute évaluation de la localisation des lacunes les plus importantes, ainsi que des types d'initiatives qui seraient les plus efficaces pour y remédier, dépend en partie des besoins de la personne qui procède à cette évaluation. Cependant, il est aussi probable qu'il y ait davantage de points communs entre les différentes parties concernées sur ce qui est nécessaire pour générer de meilleures informations applicables aux politiques.

¹ L'AIPS propose aussi des conseils pour mieux gérer le processus de changement de politique (p. ex. en suscitant l'accès à la propriété au niveau local et en gérant les risques), afin de maximiser les chances de succès.

1. Il convient d'accorder davantage d'attention à l'amélioration des données sur la migration. Les analyses des impacts entre migration et développement, ainsi que les impacts de la politique sur les résultats en matière de migration et de développement, reposent toutes sur des évaluations précises des flux migratoires. L'amélioration des données sur la migration est la première étape cruciale pour permettre la production de meilleures analyses de tous types. Des initiatives doivent être prévues pour ventiler les données de façon adéquate (par sexe, âge, niveau de compétence, région, etc.), et pour tenir compte des impacts non économiques, afin de garantir l'utilité, la comparabilité et la véracité des informations. Par ailleurs, il semble qu'il soit plus intéressant d'*analyser* les données existantes mais qu'il y ait moins de ressources disponibles pour *collecter* ces données. Il y a beaucoup d'avantages à réunir plus de données primaires sur la migration et le développement, y compris sur des questions moins quantifiables, comme les changements dans les rôles assignés à chacun des sexes.
2. Il y a tout à gagner à passer d'une priorité mise sur les relations individuelles entre migration et développement, vers une priorité mise sur une perception plus holistique de la manière dont les deux phénomènes sont liés. Afin de mener une meilleure politique, les gouvernements ont besoin d'une analyse plus globale des genres de coûts et d'avantages que peut avoir la migration en termes de développement. Ces types d'initiatives aborderaient ce défi de manière directe.
3. La plupart des travaux actuels sur la migration et le développement sont des projets et des analyses propres à des institutions individuelles. Un soutien supplémentaire pour un certain nombre de projets clés, particulièrement ceux situés dans les pays en voie de développement, et axés sur la récolte de meilleures données, serait plus efficace que l'élargissement du nombre de projets disparates. Cela exige une coordination plus étroite.

3. Rationaliser les efforts des parties concernées pour les consacrer aux domaines prioritaires

Si les gouvernements et les institutions partenaires s'engagent à rationaliser leurs efforts pour se consacrer aux quatre domaines prioritaires précités, cela représenterait un pas vers le développement de ces initiatives. Ces engagements seraient ensuite exécutés dans les processus de planification politique des institutions individuelles, afin de permettre la formation de partenariats ainsi que la planification et le financement des initiatives futures. Cela peut-il être entrepris avec une coopération plus concrète entre les planificateurs des politiques, les chercheurs, les membres de la société civile et les organisations internationales, en vue du développement d'outils d'évaluation des impacts et d'outils méthodologiques ?

4. Efforts concertés de renforcement des capacités pour toutes les parties concernées

Le quatrième thème à aborder par les participants à la session est le besoin de projets concertés de renforcement des capacités pour toutes les parties concernées. Quels types d'initiatives pratiques peut-on envisager de mettre en œuvre dans les deux prochaines années ? Quel type de coopération concrète entre pays développés et en voie de développement peut-on envisager sur le court, le moyen et le long terme ? Comment peut-on utiliser l'expertise et la valeur ajoutée des différents types d'acteurs pour qu'elles soient bénéfiques à tous ? Pouvons-nous identifier le type d'expertise que chaque groupe d'acteurs pourrait offrir et la manière de les combiner pour obtenir des projets efficaces ?

5. Surveiller le progrès et assurer le suivi

Quel type de coopération peut être envisagé pour vérifier que l'utilisation d'informations analytiques a renforcé la cohérence des politiques, et de quelle manière ? Pourrait-on tenir un calendrier pour le suivi des discussions, sur deux ans par exemple, afin d'évaluer si les pratiques d'utilisation des informations analytiques dans la planification des politiques se sont améliorées et si, par conséquent, la cohérence des politiques s'est renforcée ?

(Juin 2007)